

30 novembre 2000, New York

Allocution à l'occasion du 60^e anniversaire de la Délégation du Québec à New York

Monsieur le Secrétaire au trésor,

Madame la Déléguée générale,

Chers collègues de l'Assemblée nationale du Québec,

Monsieur Daniel Johnson, ancien premier ministre du Québec,

Membres du Syndicat financier représentant le Québec,

Distingués invités,

Chers amis,

Mes premiers mots seront pour remercier le secrétaire Regan qui a eu l'amabilité de me présenter à vous. Votre seule présence, Monsieur le Secrétaire, rehausse l'événement d'aujourd'hui. C'est un honneur pour moi que vous ayez accepté de me précéder sur cette tribune où l'occasion m'est offerte de souligner le 60^e anniversaire de notre toute première délégation générale, celle de New York.

Au cours des six dernières décennies, les relations du Québec et de New York se sont profondément transformées. Revêtant autrefois la simple dimension d'échanges entre un emprunteur et son banquier, ces relations prennent désormais l'allure d'un partenariat multiforme, autant économique que scientifique et culturel.

Permettez-moi d'illustrer brièvement cette évolution. Dès 1879, le gouvernement du Québec devient le premier emprunteur étranger à lancer sur le marché new-yorkais une émission d'obligations. Cet emprunt de 3 000 000 \$ (environ 55 000 000 \$ d'aujourd'hui) vise à financer la construction du [Québec, Montréal and Occidental Railway]. La firme Kuhn Loeb & Co. de New York et la Banque de Montréal dirigent ce syndicat financier. Dans ses éditions du 27 février et du 8 mars de la même année, le quotidien New York Evening Post rapporte avec une pointe de fierté: « An English syndicate competed for the loan, but the New York bankers offered more satisfactory terms to the government. » « It should go on the record that the first foreign loan ever offered in New York was successful beyond expectation. »

Jusqu'en 1939, le Québec procède à une dizaine d'émissions d'obligations sur le marché de New York afin principalement de financer le développement de son infrastructure routière. En 1940, la Délégation générale ouvre ses portes sous l'impulsion du premier ministre Adélard Godbout. Durant son mandat, ce même premier ministre décide de créer une petite société d'État qui fera rapidement parler d'elle sur Wall Street: Hydro-Québec. 1953 est une année charnière. Hydro-Québec lance un premier emprunt de 50 000 000 \$ sur le marché américain, piloté par un syndicat financier ayant à sa tête la First Boston. Il s'inscrira alors dans la suite des choses de compter sur l'appui des marchés américains afin

de réaliser le regroupement des sociétés québécoises d'électricité au début des années 60 et la construction subséquente de gigantesques barrages hydroélectriques.

Hydro-Québec a depuis ce temps effectué certains emprunts d'importance, dont celui de 1976 à hauteur de 1 000 000 000 \$, l'un des plus gros placements privés effectués à l'époque par un emprunteur étranger sur le marché yankee; celui de 1986, le premier portant une échéance aussi longue que 40 ans, et celui de 1991, la plus importante transaction à taux fixe jamais réalisée sur le marché public new-yorkais.

L'an dernier, le gouvernement du Québec et Hydro-Québec ont poursuivi cette tradition en lançant avec succès deux émissions d'obligations mondiales: l'une en février, de 1 000 000 000 \$, et l'autre en septembre, de 1 500 000 000 \$. Mais nous aimons réussir dans d'autres domaines que l'emprunt.

Il y a près de cinq ans, le gouvernement du Québec faisait face à une situation financière difficile. Nous avons alors décidé, comme société, de faire le nécessaire pour mettre fin à quarante années de déficits, équilibrer notre budget et relancer notre économie. Il s'agissait non seulement d'assurer l'intégrité de notre État, mais aussi de maintenir la confiance des marchés financiers intérieurs et étrangers.

Non seulement avons-nous accompli notre tâche, comme en témoigne l'amélioration de la cote accordée au gouvernement par les principales maisons de crédit, mais avons-nous aussi réussi, selon les indicateurs économiques, à propulser le Québec dans une ère que Monsieur Greenspan (Réserve fédérale américaine) qualifierait sans doute d'« exubérance rationnelle ».

La croissance économique du Québec par habitant dépasse celle du Canada depuis 1994. L'an dernier, l'investissement privé non résidentiel au Québec a progressé six fois plus rapidement qu'au Canada. Les exportations du Québec ont rapidement augmenté en une décennie, passant de 44 % à 59 % du PIB. Cela consacre le Québec, et ses 7 500 000 d'habitants, comme septième exportateur sur le marché américain. Et les bonnes nouvelles ne vont heureusement pas à sens unique, puisque le Québec est désormais votre cinquième marché d'exportation devant une puissance économique comme l'Allemagne.

Ce qui frappe davantage l'imagination, c'est ce vent de modernité qui métamorphose le Québec et, par voie de conséquence, la nature de nos échanges. Ce n'est plus seulement la provenance québécoise du papier utilisé par le Wall Street Journal, le New York Daily News ou d'autres journaux nord-américains qui retient l'attention, mais ce que l'on peut y lire. En mai dernier, le New York Times a publié un article concernant le renouveau économique de Montréal: « Concentration of brain power has helped to move Montréal away from its old industrial base into a mix of biopharmaceutical companies and other technology-based concerns. » Le Washington Post relatait récemment: [« Aided by generous tax credits from the Québec Government, Montreal companies put more money into R & D than those elsewhere in Canada. »

Ce même journal évoque, dans une récente chronique, le confort et la rapidité de l'Acela Express construit par un consortium dirigé par la firme québécoise Bombardier qui, aux dires

du secrétaire aux Transports Rodney E. Slater: « symbolizes the beginning of a new era in American transportation, not only for the northeast, but eventually for the entire country. »

Cette percée fait suite au Regional Jets de la même entreprise, appareil qui a littéralement réinventé le marché des réactés régionaux. Pour ce qui est de notre métropole, Montréal, son rôle de plaque tournante en haute technologie s'affirme de jour en jour. Une étude publiée par Price Waterhouse en octobre montre que Montréal se classe quatrième parmi les 15 plus grandes régions métropolitaines en Amérique du Nord pour la concentration des emplois en haute technologie per capita. En juillet dernier, le magazine Wired l'a classée au cinquième rang mondial des villes de haute technologie, à égalité avec Seattle et New York, mais devant Los Angeles, Paris et Tokyo. C'est sans doute à cause de cela si certains films à succès comme Jurassic Park, Titanic et The Matrix ont produit leurs effets spéciaux à l'aide de logiciels conçus par des firmes de chez nous.

À l'instar de certaines capitales, la région de Québec a su créer davantage d'emplois au sein de la haute technologie qu'elle n'en a perdu lors de notre nécessaire opération de réduction des effectifs de l'administration publique intervenue au cours de la dernière décennie. Sa Cité de l'optique, notamment, draine chez nous des chercheurs et des gens d'affaires d'un peu partout au monde.

Mais l'explosion des nouvelles technologies déborde la Cité du multimédia de Montréal, et leur accès s'étend maintenant à l'ensemble du territoire québécois. Ainsi pouvait-on lire dans le Globe and Mail de Toronto, le 17 novembre dernier, que: « About 42 % of households in Québec are now wired to the Web, (as compared with 43 % in the US) up from only 29 % last year, as more and more French-language Web sites are created. Montréal continues its rise as a hotbed for the high-tech industry. In addition to the increase in French-language sites, there is more emphasis by the Québec government in making its residents Internet-literate. »

Compte tenu de tout ce qui précède, ce n'est pas une surprise si Nasdaq a choisi Montréal afin d'y établir une de ses premières antennes en dehors des États-Unis. Nos entreprises, dont certaines comme Alcan sont inscrites à la Bourse de New York depuis les années 50, pourront maintenant avoir accès à un bassin encore plus vaste de financement. Les places financières de Montréal et de New York deviendront plus interconnectées que jamais. Cette situation est directement reliée à la conclusion du traité de libre-échange qui a bénéficié d'un large appui au sein de la population québécoise.

Ces nombreux exemples ne peuvent plus être considérés comme la somme de cas d'espèce. Ils sont l'expression d'une dynamique d'ensemble: le Québec est non seulement entré dans l'ère du savoir, mais il compte parmi ses pionniers. Bien que notre secteur industriel demeure vigoureux, nos échanges se complexifient et se diversifient.

Il est bon de rappeler que l'expérience québécoise se caractérise par une dualité fondamentale: notre ouverture sur le monde se conjugue à l'affirmation de notre langue et de notre culture. Les artistes et les créateurs québécois sont très présents sur la scène new-yorkaise. Les noms de Robert Lepage, l'Orchestre symphonique de Montréal et le Cirque du Soleil vous viennent sans doute spontanément à l'esprit. Notre façon de vivre et notre culture sont en pleine effervescence, et nous souhaitons vous les faire connaître davantage. C'est

pour cette raison que nous présenterons, l'automne prochain, une saison du Québec à New York. J'aurai l'occasion, dans les heures qui viennent, de dévoiler les grands axes de cet événement qui saura vous réserver d'agréables surprises.

Je voudrais tout d'abord exprimer toute ma gratitude et mes remerciements aux anciens délégués généraux et aux employés de cette délégation, qui tout au long des dernières années ont su bien représenter le Québec à New York. Je tiens aussi à remercier Mme Diane Wilhelmy qui, depuis plus de deux ans, dirige une équipe de gens dévoués et déterminés à multiplier les maillages avec vos entreprises. Le rôle de cette délégation sera en outre accru puisque notre gouvernement a décidé de lui allouer des ressources financières et humaines additionnelles, afin d'en optimiser le rayonnement et de consacrer l'importance de notre présence aux États-Unis. J'ai aussi tenu à ce que notre réseau se déploie sur Boston, Chicago, Los Angeles et Miami.

La longue et féconde tradition d'échanges que j'ai évoquée aujourd'hui voit donc poindre un tournant qui coïncide avec la mondialisation de notre économie, l'accession de nos sociétés à un nouveau paradigme technologique et la gestion plus rigoureuse et mieux ciblée des deniers publics. Notre commerce revêt désormais des formes plus complexes, mieux diversifiées et plus prometteuses qu'il y a quelques années à peine. Les forces vives du Québec, l'ingéniosité de ses entrepreneurs, la très haute qualité de ses universités et centres de recherche, la créativité de ses scientifiques et l'originalité de ses artistes s'y sont avantageusement préparés.

Le Québec et New York ont bien changé au cours des 60 dernières années, mais deux choses se sont maintenues: la passion new-yorkaise pour l'avant-gardisme et l'amitié indéfectible qui nous unit. Quant à la première, je n'ai pas de crainte que la nouveauté sera toujours chez elle dans le Big Apple. Quant à la seconde, elle est acquise, et les années qui viennent ne feront sans doute que la conforter.

Merci beaucoup.